

COMMUNIQUE DE PRESSE

Violences d'État contre les femmes Le 8 mars 2019 à Bordeaux

Bordeaux, le 10 mars 2019

A l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, plus de 800 manifestantes ont repris les rues de Bordeaux, lors d'une manifestation de nuit non mixte, à l'appel du Collectif 8 mars Gironde.

Nombreuses et déterminées, elles ont occupé le centre-ville de Bordeaux au rythme de la batucada, des slogans et des chants féministes : "Nous sommes fortes, nous sommes fières", "Solidarité avec les femmes du monde entier", "Ras le viol" étaient des slogans qui revenaient régulièrement pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles et les féminicides.



Mais la manifestation pacifique a dû faire face à une répression policière démesurée.

Sur le cours Victor Hugo, à 21h45, alors que le cortège manifestait depuis 1h30 de manière pacifique, un camion de police est arrivé à l'arrière du cortège et trois policiers ont extrait de manière musclée l'une des manifestantes à la stupéfaction générale. La police a alors lancé une grenade de désencerclement avant de faire usage de bombes à poivre et de lacrymogène pour repousser les manifestantes. Des personnes autour ont perdu leur capacité d'audition pendant plusieurs heures. Une manifestante est sévèrement blessée aux pieds par la grenade de désencerclement.

Les policiers, indifférents aux conséquences de l'usage de cette arme, ont alors pointé longuement leurs lanceurs de balle de défense (LBD) sur les manifestantes, déjà en état de choc.

Après le départ de la police, la militante blessée a été prise en charge par les pompiers qui l'ont transférée à l'hôpital, d'où elle est sortie à 1h du matin.



Une manifestante blessée par une grenade de désencerclement le 8 mars à Bordeaux

Vers 22h15, place du Parlement, il est décidé de continuer jusqu'à l'hôtel de Police pour protester et demander la libération de la jeune femme interpellée. A l'arrivée à 23h30 à l'hôtel de Police, suite à nos protestations, la manifestante arrêtée est relâchée mais sera auditionnée lundi 11 mars prochain.



A minuit, alors que le cortège se dirige vers le parvis des « droits des femmes » pour la fin de la manifestation, une dizaine de policiers casqués avec bouclier et plusieurs chiens agressifs leur bloquent le passage et les forcent ainsi à continuer à marcher vers la place de la République où a lieu finalement la dispersion de la manifestation.

Des policiers casqués bloquent avec leurs chiens l'accès au parvis des « droits des femmes »

Un peu plus tard, trois personnes quittant la manifestation sont interpellées et arrêtées sans raison devant le Musée d'Aquitaine alors qu'elles marchaient tranquillement sur le trottoir.

A ce moment-là, le dispositif policier est disproportionné. On compte au moins trois voitures banalisées, une voiture de police et huit policiers cagoulés, habillés en civil, armés de LBD et de chiens qu'ils excitent volontairement et envoient au contact des femmes à plusieurs reprises. Les arrestations sont très violentes. Les trois personnes interpellées sont placées en garde-à-vue et relâchées seulement le lendemain à 19h.



Des policiers chargent avec les chiens pour faire reculer les femmes sur la chaussée

Ces interventions ont-elles eu lieu sur ordre du Préfet en ce jour de lutte internationale pour les droits des femmes ?

Le symbole est fort : des femmes se retrouvent en danger dans la rue, du fait des violences policières, parce qu'elles ont osé manifester pour le droit à occuper la rue de nuit, à ne plus être agressées, harcelées, violées...

Alors que le gouvernement met en avant la lutte contre les violences faites aux femmes (cf. grand débat à Pessac avec M. Macron et Mme Schiappa le 28 février), c'est aux violences policières que les Bordelaises ont été confrontées en ce 8 mars 2019.

Nous exigeons l'abandon de poursuites injustifiées contre les femmes interpellées.

Nous exigeons que les responsables de ces violences institutionnelles soient dénoncés et jugés.

Nous affirmons notre solidarité envers l'ensemble des victimes de la répression policière et de la violence d'État.

Nous appelons les journalistes à relayer ces témoignages afin de mettre en évidence le décalage entre cette mobilisation pacifique des femmes et la répression violente dont elle a fait l'objet.

Nous ne céderons pas à ces intimidations.

Nous ne nous tairons pas et continuerons les luttes pour les droits des femmes et contre toutes les violences sexistes.

Le Collectif 8 mars Gironde

Contacts : Annie 0670547685 / Juliette 0601942760 / Monique 0618323879 / 8mars-33@protonmail.com